

## REQUALIFICATION DES ABORDS DU PHARE DE LA GACHOLLE SAINTES-MARIES DE LA MER



### DCE

Date	Indices	Modifications
Septembre 2025	0	

CCTP Commun à tous les lots

# SOMMAIRE

<b>1. PRÉSENTATION DU PROJET .....</b>	<b>3</b>
1.1 DESCRIPTION DU PROJET .....	3
1.2 REPARTITION DES LOTS .....	3
1.3 OBJET .....	3
<b>2. CONTRÔLE INTERNE DES TRAVAUX .....</b>	<b>3</b>
<b>3. ÉTUDES - VÉRIFICATIONS PRÉALABLES.....</b>	<b>4</b>
3.1 ÉTAT DES LIEUX.....	4
3.2 SIGNALISATION ET SECURITE DU CHANTIER .....	4
3.3 DIMENSIONS DES OUVRAGES.....	4
3.4 ETENDUE DES PRESTATIONS .....	4
3.5 DPGF.....	4
<b>4. ÉTENDUE DES PRESTATIONS.....</b>	<b>5</b>
4.1 CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	5
4.2 PLANS D'EXECUTION .....	5
4.3 IMPLANTATION ET PIQUETAGE .....	5
<b>5. NORMES - RÈGLEMENTS &amp; DOCUMENTS.....</b>	<b>6</b>
5.1 CONDITIONS GÉNÉRALES.....	6
5.2 TRAVAUX NON TRADITIONNELS.....	7
<b>6. PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES TCE .....</b>	<b>8</b>
6.1 AVANT LEUR REMISE D'OFFRES .....	8
6.2 EN COURS DE TRAVAUX .....	8
6.3 EN FIN DE TRAVAUX.....	9
<b>7. ORGANISATION GÉNÉRALE .....</b>	<b>9</b>
7.1 AUTORISATION COORDINATION.....	9
7.2 INSTALLATION DE CHANTIER.....	9
7.4 COMPTE INTER-ENTREPRISES.....	10
<b>8. ÉCHAFAUDAGE .....</b>	<b>10</b>
<b>9. STOCKAGE.....</b>	<b>10</b>
<b>10. DÉGÂTS - CIRCULATION - PERCEMENTS.....</b>	<b>10</b>
<b>11. NATURE ET QUALITÉ DES MATÉRIAUX .....</b>	<b>11</b>
<b>12. NETTOYAGE – ÉVACUATION – DECHETS DE CHANTIER.....</b>	<b>11</b>
<b>13. NOTE COMMUNE A TOUS LES LOTS .....</b>	<b>12</b>
13.1 GENERALITES.....	11
13.2 POUSSIÈRES .....	12
13.3 PROTECTION INCENDIE.....	12
13.4 SAUVETAGE DU PATRIMOINE.....	12
13.5 PROPRETE DES VOIES DE CIRCULATION.....	12
13.6 REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	12
13.7 REUNION DE CHANTIER .....	12
13.8 DIRECTION DE CHANTIER .....	12
13.9 PLANNING ET DELAIS.....	12

# 1. PRÉSENTATION DU PROJET

## 1.1 DESCRIPTION DU PROJET

Le projet faisant l'objet du présent marché consiste à aménager les abords du phare de la Gacholle, propriété du Conservatoire du littoral, sur la commune des Saintes-Maries de la mer.

**Les travaux sur site démarreront le 15 mars 2026 (après une période de préparation d'un mois).**

### Enjeux biodiversité reptiles :

La présence d'une espèce de reptiles protégés sur le site est avérée. Dans le cadre de la mesure « Éviter, réduire, compenser », un herpétologue sera présent sur le site lors des démolitions. L'entreprise devra se conformer à ses préconisations (non connues à ce jour) dans le cadre des démolitions, arrachage de végétaux et terrassements.

Une petite formation aux principes à mettre en œuvre sera dispensée par l'herpétologue, et il sera présent lors des travaux pour récupérer les éventuels individus découverts.

**Les entreprises doivent donc tenir compte de ces contraintes pour l'élaboration de leurs prix.**

## 1.2 RÉPARTITION DES LOTS

Le présent DCE comprend 3 lots :

- Lot 1 : Aménagements paysagers
- Lot 2 : Menuiseries extérieures bois
- Lot 3 : Maçonneries

## 1.3 OBJET

### 1.3.1 Champ d'application

Les conditions générales s'appliquent à tous les participants au présent projet, désignés sous le terme : "Les Entreprises".

Les surfaces d'intervention figurent sur les plans joints au présent marché.

### 1.3.2 Connaissance du dossier

Les entreprises concernées devront prendre connaissance de l'ensemble du dossier et des travaux des différents lots et ne pourront prétendre ignorer les prestations dues pour la réalisation complète du projet.

Les sujétions pour exécution éventuelle des travaux par phases devront être comprises dans les montants des marchés des entreprises.

### 1.3.3 Maître d'ouvrage

#### CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Corderie Royale  
BP 137  
17 306 ROCHEFORT cedex

### 1.3.4 Maître d'œuvre

#### CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Bastide Beaumanoir  
3 rue Marcel Arnaud  
13 100 AIX EN PROVENCE

# 2. CONTRÔLE INTERNE DES TRAVAUX

Le contrôle interne auquel est assujettie l'Entreprise est à réaliser à différents niveaux :

- a) au niveau des fournitures (conformité aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché)
- b) au niveau du stockage
- c) au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur se doit de vérifier que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations
- d) au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre
- e) au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U., les règles professionnelles et ceux exigés par les spécifications du marché.

### **3. ÉTUDES - VÉRIFICATIONS PRÉALABLES**

Les entreprises s'étant rendues compte des travaux à exécuter, de leur importance au sein de l'ensemble à réaliser, des difficultés pouvant découler de l'ouverture du chantier et de l'exécution des travaux, ne pourront prétendre à aucun recours, ni à aucune indemnisation, ni supplément.

Les entreprises seront tenues de vérifier toutes les côtes des ouvrages qu'elles devront exécuter. Elles seront responsables des erreurs ou omissions qu'elles n'auront pas signalées au Maître d'ouvrage.

Elles ne pourront modifier ou annuler de leur propre chef une ou plusieurs parties de l'ensemble à édifier sans consulter au préalable le Maître d'ouvrage. Elles devront lui demander tous les renseignements complémentaires sur tout ce qui leur paraîtrait douteux ou imprécis, faute de quoi, elles seront tenues responsables des erreurs ou fautes qui pourraient survenir, ou des retards qu'elles pourraient apporter à la marche normale des travaux.

#### **3.1 ÉTAT DES LIEUX**

La visite des lieux est obligatoire. Les entreprises seront réputées avoir reconnu les lieux d'exécution, en avoir apprécié les difficultés d'accès, de stockage, de distribution, d'évacuation des gravats, et d'exécution des travaux, ainsi que de desserte pour les raccordements de chantier. Elles seront également réputées avoir pris contact avec les services publics (EDF, Eau, etc...), pour assurer lesdits raccordements.

Les Entreprises soumissionnaires s'étant impérativement rendues sur place afin d'évaluer les travaux à réaliser dans le présent projet, et après avoir procédé aux études techniques nécessaires, et complété les documents par leurs connaissances personnelles, les entreprises adjudicataires ne pourront prétendre à aucune majoration de prix pour des travaux complémentaires qui s'avèreraient nécessaires en cours d'exécution.

Avant tout commencement de travaux, l'entrepreneur est tenu de faire la déclaration d'intention de travaux auprès des concessionnaires et de ses faire préciser par le Maître d'ouvrage et les responsables des services concernés, le tracé des réseaux souterrains et d'en effectuer contradictoirement, à ses frais, le piquetage.

#### **3.2 SIGNALISATION ET SECURITE DU CHANTIER**

L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions et dispositions de sécurité pour éviter les accidents vis à vis des tiers et de son personnel. Durant toute la durée du chantier, l'entrepreneur doit prévoir la signalisation et la protection de ses ouvrages et de ses matériels.

#### **3.3 DIMENSIONS DES OUVRAGES**

Les dimensions des ouvrages prévues dans les documents du marché sont approximatives, et données à titre indicatif. Avant toute commande et toute exécution, l'entreprise de chaque lot devra vérifier sur place l'ensemble des cotes en étroite coordination avec les corps d'état, le Maître d'ouvrage.

#### **3.4 ETENDUE DES PRESTATIONS**

Le présent document constitue une description générale des conditions d'exécution et des ouvrages à prévoir.

Certains détails ou spécifications techniques peuvent être formulés d'une façon non explicite ou seulement omis sans supprimer pour autant l'obligation des entreprises à les prévoir dans le cadre de la terminaison complète et effective des travaux, chaque entrepreneur ayant eu en mains pour son étude un dossier complet comprenant tous les plans des ouvrages et les C.C.T.P. de tous les lots de travaux.

Le CCTP et les plans se complètent réciproquement ; si d'éventuelles contradictions ou divergences d'interprétation entre ces deux éléments apparaissaient, seul le Maître d'ouvrage a pouvoir de décision sans que cela puisse entraîner quelques modifications au caractère global et forfaitaire du marché.

Les entreprises prendront connaissance du présent CCTP qui, bien que classé par corps d'état, forme un ensemble homogène à l'exécution complète du projet. En acceptant de se conformer aux prescriptions du Maître d'ouvrage, l'entrepreneur ne doit pas être seulement un exécutant, mais un technicien averti et expérimenté.

Le CCTP général n'a pour but que de faire connaître le programme général et le mode de bâtir.

Sur les plans, l'entrepreneur trouvera tous les renseignements complémentaires qui ne figureraient pas dans le CCTP.

S'il existait quelque omission ou erreur sur ces documents, les entreprises devraient néanmoins prévoir tous les travaux indispensables à la terminaison du projet dans l'ordre général et par analogie avec ce qui est prévu, en accord avec Maître d'ouvrage.

#### **3.5 DPGF**

Les entreprises soumissionnaires auront à leur charge l'établissement de la décomposition du prix global forfaitaire pour remise de l'offre en utilisant le cadre de décomposition du prix global forfaitaire joint au dossier de consultation. Ce cadre (non contractuel) est donné pour simplifier le travail de l'entreprise, qui fera son affaire de l'établissement des

quantités. Quantités figurant au DPGF à vérifier par les entreprises soumissionnaires. En aucun cas, l'entreprise ne pourra demander une modification de son forfait sous prétexte que les indications figurant dans le présent cadre seraient erronées. Les cadres fournis aux entreprises ne sont pas limitatifs, ils peuvent être complétés en fonction des besoins de chaque entreprise, de façon à inclure tous les travaux nécessaires au projet.

## 4. ÉTENDUE DES PRESTATIONS

### 4.1 CONSISTANCE DES TRAVAUX

L'exécution des travaux comprendra sans que cette liste soit limitative, pour l'ensemble du marché :

- a) la fourniture des matériaux,
- b) le transport à pied d'œuvre,
- c) le stockage,
- d) la mise en œuvre,
- e) le montage de tous les matériaux ou matériels à tout usage,
- f) l'exécution par tous les moyens,
- g) la pose et la fixation,
- h) le réglage et le scellement corrects de tous les ouvrages à fournir,
- i) le nettoyage du chantier, des abords et des ouvrages,
- j) l'enlèvement des gravois ainsi que leur mise en décharge adaptée,
- k) les échafaudages agréés, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux,
- l) les prototypes et les échantillons à la demande du maître d'ouvrage,
- m) la protection des ouvrages et végétaux existants, conservés, restaurés ou en cours de réalisation,
- n) les cheminements provisoires et protections diverses pour le public,
- o) les fournitures et prestations annexes ou complémentaires ne figurant pas dans les documents contractuels mais qui sont indispensables pour une exécution complète des ouvrages conformes aux Normes et D.T.U. en vigueur,
- p) les essais et le maintien en bon état de fonctionnement pendant la période de garantie,
- q) d'une façon générale et dans les limites fixées par les prestations, tous les prix devront comporter, sans aucune réserve, l'exécution ainsi que la fourniture de tous les travaux accessoires nécessaires à assurer un parfait fonctionnement des installations, une exécution soignée et un parfait achèvement des travaux demandés
- r) toutes les mesures liées à la sécurité et à la prévention
- s) il ne sera pas accepté de plus-value provenant d'omissions ou de manque de coordination entre les entrepreneurs, chacun étant tenu tant au cours de l'étude de prix, qu'à l'exécution :
  - o de signaler aux corps d'état intéressés les travaux complémentaires nécessaires qui lui seront demandés et qui ne sont pas mentionnés au présent CCTP
  - o de s'assurer, dans le cas où le CCTP n'en fait pas état explicitement, que tous les ouvrages complémentaires ou de liaison entre deux corps d'état ont bien été comptés par l'un d'eux, étant entendu que le marché est passé pour des ouvrages complets.

Ces deux règles sont impératives.

### 4.2 PLANS D'EXECUTION

Le Maître d'ouvrage a exécuté des pièces techniques qui sont schématiques. Les entreprises ont l'obligation d'établir, ou de faire établir, à leur charge, par des Bureaux d'Études compétents, des plans d'exécution qui devront être soumis à l'approbation de la Maîtrise d'ouvrage avant exécution qui donnera son visa, dans des délais qui seront déterminés par le Maître d'ouvrage. **(Pour tous les lots concernés).**

### 4.3 IMPLANTATION ET PIQUETAGE

L'implantation des ouvrages, tant altimétrique qu'en plan, incombe à l'entreprise. Sa concrétisation sur le terrain par piquets, marquages au sol, etc... peut être demandée par le Maître d'ouvrage.

Le Maître d'ouvrage est prévenu des implantations avant démarrage des travaux concernés par l'implantation pour accord définitif.

L'entrepreneur a charge, en fonction de l'implantation des ouvrages, de repérer les réseaux pouvant exister et de procéder, auprès des services concernés, aux déclarations d'intention de travaux. Il se soumet alors aux directives que ces derniers pourraient lui imposer.

A partir des constructions et ouvrages existants, l'entrepreneur aura à sa charge les opérations d'implantation et le piquetage complémentaires nécessaires à l'exécution des travaux.

Le piquetage des canalisations ou câbles souterrains existants sera fait par l'entrepreneur.

L'entrepreneur sera dans l'obligation de signaler au Maître d'ouvrage, dans un délai de 48 heures, toutes les erreurs ou omissions qu'il pourrait relever au cours de ses implantations. Il sera tenu pour responsable de toute erreur d'implantation.

Il pourra, en conséquence, être mis en demeure d'y remédier à ses frais et sans indemnité d'aucune sorte par tous travaux rendus nécessaires du fait d'une mauvaise implantation.

L'entrepreneur devra veiller à ce que les repères d'alignement, de nivellement de référence, soit absolument conservés pendant la durée du chantier, et ce, jusqu'à la réception des travaux, et en cas de destruction, même partielle, de ce piquetage, il en devra le rétablissement par géomètre à ses frais.

Un plan d'exécution peut être demandé à l'entrepreneur avant le commencement des travaux.

## **5. NORMES - RÈGLEMENTS & DOCUMENTS**

### **5.1 CONDITIONS GÉNÉRALES**

Les entreprises s'étant rendues compte des travaux décrits dans le présent C.C.T.P. et dans les plans joints, les ayant complétés par leurs connaissances personnelles, ne pourront prétendre à aucune majoration de prix pour les travaux complémentaires qui pourraient survenir en cours d'exécution, étant bien entendu que tous les matériaux, articles manufacturés, préfabriqués ou fabriqués, leurs liants ainsi que leur mise en œuvre, devront correspondre pour chaque lot aux normes les régissant et énoncées dans les fascicules techniques ci-après (liste non exhaustive) :

- a)** Les avis CSTB et agréments de l'AFAC pour les procédés de construction, ouvrages et matériaux non traditionnels
- b)** Le cahier des prescriptions techniques générales constitués notamment par les documents du R.E.E.F. 1958 et du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, édités à la date de signature du marché, et notamment :
  - les cahiers des charges et règles de calcul des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.), applicables au projet à la date de signature du marché, et relatifs aux corps d'état intéressés, et D.T.U. ayant statuts de normes
  - l'ensemble des normes françaises et européennes en vigueur
  - les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels
  - plus généralement, tous les cahiers techniques ou cahiers des clauses spéciales techniques
  - les règles de calcul des constructions en acier
  - les règles techniques de conception et de calcul des ouvrages en béton armé B.A.E.L. 91
  - les règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton précontraint B.P.E.L. 91
- c)** Les décrets et arrêtés constituant "les règles de construction"
- d)** Les règles générales de mise en œuvre dites "Règles de l'Art"
- e)** Les Avis Techniques publiés par le C.S.T.B. et validés dans les listes de l'A.F.A.C.
- f)** Les Documents et Recommandations publiés par les Syndicats d'Entrepreneurs ou d'Artisans
- g)** Les notes techniques et modes de mise en œuvre édités par les fournisseurs et fabricants de matériels et matériaux constitutifs du projet
- h)** La réglementation constituée par l'ensemble des lois et textes ministériels en vigueur
- i)** règlement sanitaire départemental
- j)** règlements préfectoraux et communaux
- k)** règlements et normes locales des Services de Sécurité et des Ponts et Chaussées
- l)** directives du LCPC/SETRA
- m)** règlements et normes locales des services EDF, GDF, Compagnie des Eaux, Assainissement, Voirie, Télécommunications
- n)** le code de la construction et de l'habitation
- o)** le code du travail
- p)** les règles d'accessibilité des lieux publics aux personnes handicapées et à mobilité réduite
- q)** toutes les réglementations et règles professionnelles actuellement en vigueur
- r)** la réglementation incendie
- s)** ainsi que tous les décrets et arrêtés en vigueur à la date du marché et notamment (liste non exhaustive) :
  - Code de la santé publique
  - Règlement sanitaire départemental
  - Code de l'habitation et de la construction
  - Code de l'urbanisme
  - Code rural
  - Plan d'occupation des sols
  - Les arrêtés municipaux
  - Le fascicule 70
  - Loi n° 62-904 du 4 Août 1962
  - Loi n° 64.1245 du 16 Décembre 1964
  - Décret n° 76-1069 du 5 Novembre 1976
  - Circulaire CG 1191 du 30 Juillet 1948
  - Circulaire n° 1.700 AD7 du 12 Décembre 1946
  - Circulaire n° 51-46 S du 10 Décembre 1951
  - Arrêté du 10 Septembre 1970

- Décret du 14 Novembre 192 (UTE C 12 100)
- Arrêté du 26 MAI 1978 (UTE C 11 001)
- Norme NFC 11 200 (travaux d'électrification rurale)
- Norme NFC 13 100
- Norme NFC 13 200 (installations électriques HT)
- Norme NFC 14 100 (branchements de 1ère catégorie)
- Norme NFC 15 100 (installations électriques BT)
- Norme NFC 33 100 (conducteurs d'énergie)
- Norme NFC 33 209
- Norme NFC 33 210
- Normes U.T.E.
- D.T.U. n° 61-1 et additifs
- Code des P.T.T. (D.407, D 407-3, D.431)
- Norme NFC 90-120
- Norme UTE C90-130
- Norme NFC 90-140
- Norme UTE C 90-141
- Cahier des Clauses techniques générales de T.D.F.
- Loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 et ses Décrets d'application
- Décret n° 94-469 du 3 Juin 1994.
- Loi 75-633 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux
- Décret 96-1133 relatif à l'interdiction de l'amiante
- Loi 87-565 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs
- Décret 91-461 relatif à la prévention du risque sismique
- Loi 95-2-3 relative à l'eau
- Loi 92-1444 relative à la lutte contre le bruit.

Les documents précités bien que non joints au marché, sont réputés bien connus des entreprises et les parties contractantes leur reconnaissent le caractère contractuel. Les entrepreneurs déclarent expressément en connaître tous les détails, et porter éventuellement à la connaissance du Maître d'ouvrage et des Bureaux d'Etudes toutes les dispositions des plans, devis descriptifs et détails du marché en contradiction avec leurs dispositions.

La signature du marché implique l'obligation formelle imposée à l'entrepreneur de respecter, outre les prescriptions du C.C.T.P., les normes, règlements, et documents précités :

- au stade de l'étude de l'offre
- au stade de la mise au point et de la préparation du marché
- au stade de l'exécution des travaux.

Les prix comprennent toutes les fournitures, matériels, matériaux, main-d'œuvre, impôts, frais généraux, aléas, taxes, bénéfices et, d'une façon générale, toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe des ouvrages, et de la prévention et sécurité liées à la réalisation de ses ouvrages.

Les prix comprennent les travaux relevant de la spécialité de l'entreprise qui déclare connaître parfaitement les conditions du marché tout corps d'état, tant en ce qui concerne ses propres travaux que ceux des autres entreprises. Il est débiteur de tous travaux relevant de sa spécialité, que ces travaux aient été prévus dans les pièces contractuelles ou aient été omis, mais que sa compétence personnelle lui devait de prendre en considération pour le respect des règles de l'Art. De ce fait, il ne pourra se prévaloir de ces omissions à l'égard du Maître de l'ouvrage ou envers une autre entreprise, pour en refuser l'exécution ou réclamer une majoration de son marché.

## **5.2 TRAVAUX NON TRADITIONNELS**

Les matériaux ou procédés non traditionnels devront bénéficier d'un Avis Technique favorable de la Commission Ministérielle dans la mesure où le dit Avis Technique a été validé dans les listes de l'A.F.A.C.

A défaut, les réalisateurs devront s'engager à fournir au Bureau de Contrôle toute justification technique lui permettant de formuler un avis.

Le fabricant du procédé non couvert normalement doit être titulaire d'une police d'assurance responsabilité décennale comportant, en outre :

- a)** la garantie des obligations auxquelles le poseur agréé par le fabricant peut être tenu dans les limites des articles 1792 et 1792-2 du Code Civil pour les dommages matériels subis par la construction
- b)** le maintien de cette garantie pour la durée de la responsabilité de l'entrepreneur traitant.

## 6. PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES TCE

En particulier, les entreprises devront :

### 6.1 AVANT LEUR REMISE D'OFFRES

#### 6.1.1 Eléments à prendre en compte

- a) Avoir pris une parfaite connaissance du terrain et des plans ainsi que de l'ensemble de pièces écrites du dossier d'appel d'offres et de tous les documents officiels auxquels ces pièces peuvent se référer
- b) Tenir compte de toutes les sujétions afférentes à la situation et à l'état du terrain (sondages, etc...) et de ses mitoyennetés
- c) Se rendre compte des difficultés d'accès au terrain, de circulation des engins, de véhicules, de stockage du matériel et des approvisionnements d'alimentation en eau, électricité, etc..., d'installation et d'exploitation du chantier, et en tenir compte dans leur proposition
- d) Prévoir les moyens (personnel, matériel) suffisants pour que l'exécution de leurs prestations entre dans le cadre des délais généraux impartis
- e) Prévoir l'exécution dans les règles de l'Art de tous les travaux de leur profession nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage et au parfait fonctionnement des installations

#### 6.1.2 Pièces à fournir en début de marche ou en phase de préparation

- a) Remettre au Maître d'ouvrage tous les renseignements exacts et nécessaires à l'établissement du planning général
- b) Faire le nécessaire auprès des fournisseurs pour obtenir en temps utile les documents indispensables aux études et à l'exécution
- c) Avant tout démarrage de travaux, chaque entreprise devra assister à une réunion d'inspection commune et remettre son PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)
- d) Fournir les Plan d'exécution. Tous les plans et documents divers soumis à l'approbation sont à fournir en deux exemplaires (dont 1 reproductible) au Maître d'ouvrage
- e) L'entrepreneur titulaire du marché de chaque lot fournira à l'acceptation du Maître d'ouvrage :
  - le calendrier d'exécution des travaux intéressant sa prestation. Ce calendrier devra respecter la durée des travaux prévue au marché.

### 6.2 EN COURS DE TRAVAUX

#### 6.2.1 Les entreprises titulaires du marché de chaque lot devront :

- a) informer le Maître d'ouvrage en temps utile de tout retard prévisible dans l'exécution de certaines de leurs activités par suite de défauts d'approvisionnement, retard dans l'intervention d'un autre corps d'état, engin ou matériel accidenté, manque d'informations techniques, de détails, de plans, etc...
- b) pouvoir présenter, à la demande du Maître d'ouvrage, un certificat ou une facture de leur fournisseur garantissant que le choix des matériaux ou fournitures est bien conforme aux prescriptions du C.C.T.P.
- c) prendre toutes mesures utiles pour assurer la parfaite conservation des matériaux et fournitures, tant avant qu'après leur mise en œuvre, donc pouvoir répondre de leur état et de l'absence de défauts cachés
- d) demander aux entreprises de second œuvre, en temps utile, les fourreaux à sceller
- e) prendre entre eux, en ce qui concerne les prestations comportant des fournitures cachées (ex. canalisations diverses encastrées en dalles, chapes, murs ou cloisons), toutes dispositions de coordination pour éviter que les fournitures encastrées subissent des désordres par suite de scellements, spitages, etc...
- f) s'assurer auprès du Maître d'ouvrage, avant toute commande de fournitures spéciales, articles préfabriqués ou manufacturés, que les éléments prévus au marché ne seront pas modifiés, tant dans le nombre que dans les caractéristiques
- g) assurer le contrôle des travaux. L'entrepreneur devra tenir en permanence, à la disposition du Maître d'ouvrage, le personnel et le matériel lui permettant de contrôler, chaque fois qu'il le jugera nécessaire, les différentes phases de réalisation des travaux. En cas d'erreur, ou d'exécution non conforme aux règles de l'art ou aux prescriptions du C.C.T.P. constatée lors d'un contrôle, l'Entrepreneur devra faire la preuve qu'il s'agit soit d'une anomalie et y remédier, soit reprendre l'ensemble des travaux non conformes et ce, quel que soit l'époque du constat et l'état d'avancement du chantier.
- h) être présent aux réunions de chantier, avec toujours le même intervenant décideur.

#### 6.2.2 Documents à fournir en cours de marché :

##### a) Divers :

Dans le cas d'une solution différente de celle prévue par le Maître d'ouvrage, l'entrepreneur fournira au Maître d'ouvrage en trois exemplaires, les plans, notes de calculs, etc... qui s'y rapportent (élaboration et fourniture à la charge de l'entrepreneur).

Ne pourront recevoir un commencement d'exécution que les travaux définis sur les plans et documents qui auront été acceptés par le Maître d'ouvrage.

Les vérifications et l'acceptation de principe des documents ont pour seul but de s'assurer qu'ils ne sont pas contraires à l'esprit du C.C.T.P.

La vérification et la mise au point des documents présentés laissent entière la responsabilité de l'entrepreneur.

Les documents à fournir sont les suivants :

- détails d'exécution (concernant notamment le béton armé, les menuiseries, serrurerie, l'électricité courants faibles, la plomberie, les revêtements de sols et les réseaux extérieurs)
- étude et plans d'exécution de béton armé
- étude de la composition des bétons qui seront utilisés (bétons réalisés sur chantier ou bétons confectionnés en usine)

**b) Dossier de récolement :**

Remettre au Maître d'ouvrage, après son approbation du dossier provisoire servant de mise au point pour les dossiers définitifs, l'ensemble des PEO (plans d'exécution des ouvrages), et les dossiers de récolement avec toutes les pièces et notices d'entretien, en deux exemplaires dont un exemplaire reproductible, **l'ensemble aux frais des Entreprises, pour chaque lot concerné.**

*- Pour le nivellement et les ouvrages*

Les plans au 1/250° rattachés ou coordonnées Lambert 93 avec dimensionnement des ouvrages, leurs coordonnées et tous les points de niveau nécessaires à leur localisation.

*- Pour les réseaux divers*

Pour les réseaux électrique et fourreaux divers, sauf raison majeure, l'Entreprise respectera les implantations et, prescriptions des canalisations, sables et appareillages prévus au plan.

Les plans au 1/250°, avec cotations des distances sur la conduite et par rapport à la conduite, entre les divers appareils et les embranchements du réseau. Triangulation des regards, vannes, embranchements, par rapport à des points fixes et stables, indications des diamètres des conduites et leurs natures et de leurs profondeurs.

Tous les plans de détails au 1/100° ou 1/50° nécessaires chaque fois que la position et la distance entre les conduites et les appareils ne peuvent être dessinées avec suffisamment de précision sur les plans au 1/200°.

Les fiches techniques et les notices de fonctionnement et d'utilisation « en français » de l'appareillage mis en place.

## **6.3 EN FIN DE TRAVAUX**

- Remettre au Maître d'ouvrage, les dossiers de récolement (en format dwg) avec toutes les pièces et notice d'entretien, en un exemplaire reproductible numérique et un exemplaire papier, l'ensemble aux frais de chaque entreprise concernée.
- Communiquer au Coordonnateur Sécurité la liste des documents transmis au Maître d'ouvrage, afin de lui permettre de constituer le DIUO (Dossier d'Intervention Ultime sur l'Ouvrage).

# **7. ORGANISATION GÉNÉRALE**

## **7.1 AUTORISATION COORDINATION**

Les entrepreneurs seront astreints, chacun en ce qui concerne son propre lot, à obtenir les autorisations nécessaires préjudant à tout début de chantier, d'ouvrage, de pose de matériel et d'agrément, et à obtenir après exécution, les certificats de conformité ou acceptation des services intéressés (Service des Eaux et Assainissement, Consuel, etc...).

La bonne entente devant régner dans la marche des travaux, les entrepreneurs devront prendre connaissance de l'ensemble des travaux à exécuter par les autres corps d'état.

## **7.2 INSTALLATION DE CHANTIER**

L'entreprise titulaire du lot n°1 Aménagements paysagers sera astreinte aux obligations suivantes, à inclure dans le compte interentreprises pour les consommations de chantier, et dans le poste "Installation de chantier" pour les frais fixes :

### **7.2.1 Dès de le démarrage des travaux :**

**a)** Le chantier et/ou les zones de travaux devront être fermés

**b)** Hygiène : des WC public sont à disposition dans les bâtiments du site

**c)** Une salle de réunion dans le phare sera mise à disposition pour la durée du chantier par le maître d'ouvrage

**d)** La publicité extérieure du chantier sera assurée par un panneau bien visible et de dimensions appropriées et sur lequel seront mentionnés :

- Conservatoire du Littoral, SNPN, et les financeurs
- Requalification des abords du phare de la Garoupe
- Le nom et les coordonnées des différents lots adjudicateurs.

L'ensemble est à soumettre à l'approbation du Maître d'ouvrage.

L'entreprise devra fournir, poser et entretenir le panneau de chantier.

Les installations de chantier sont repliées en fin de travaux et comprennent une remise en état soignée des lieux.

#### **7.2.2 Pendant la durée des travaux :**

- a) Signalisation du chantier et les accès sur la voie publique.
- b) Maintenance en parfait état de propreté du chantier, de ses abords et des voies publiques d'accès ; à charge de faire approuver une convention entre les autres corps d'état pour l'enlèvement des détritiques, gravois, et matériaux de démolition autres que les siens.
- c) Application de l'ensemble des règlements concernant la sécurité sur le chantier.
- d) Sujétions de clôtures, barrières et protections provisoires nécessaires, afin d'empêcher l'accès de tiers dans l'enceinte du chantier ; l'exécution de ces travaux sera soumise à l'approbation du Maître d'ouvrage et du coordonnateur SPS.

### **7.3 COMPTE INTER-ENTREPRISES**

Toutes les entreprises devront participer aux frais de compte inter-entreprises présenté par l'entreprise titulaire du lot 1 Aménagements paysagers. Les entreprises feront leur affaire de la gestion de ce compte selon la convention type des B.T.P. Le Maître d'ouvrage n'interviendra en aucun cas pour régler d'éventuels litiges qui relèvent du droit privé.

## **8. ÉCHAFAUDAGE**

Tous les échafaudages nécessaires à l'exécution des travaux font partie intégrante des prix. Les installations d'échafaudages fixes ou mobiles (si les périodes de stationnement coïncident) devront être mises à la disposition des corps d'état qui en feraient la demande en temps opportun auprès de l'entreprise propriétaire.

Tous les échafaudages, compris service d'échelles et sapines d'approvisionnement seront agréés et exécutés conformément aux Règlements en vigueur.

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge, dans le cadre des prix de leur marché, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité, notamment complémentaires et tous autres équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires.

## **9. STOCKAGE**

**L'Entreprise approvisionnera son chantier au fur et à mesure de son avancement afin d'éviter tout stockage.**

En cas de nécessité de stockage sur site, les entreprises devront s'assurer un emplacement en accord avec le Maître d'ouvrage, dans l'enceinte du chantier afin d'entreposer son propre matériel. Chaque lot assure le transport de ses ouvrages jusqu'au chantier, et le montage depuis le lieu de stockage jusqu'à sur les lieux de pose. L'implantation du matériel et des engins de tous ordres ne devra pas gêner l'exécution des réseaux souterrains, ni l'intervention des autres lots.

Les conditions de stockage devront être telles que les ouvrages ne subissent aucune déformation ou détérioration. Le transport et le montage, depuis le lieu de stockage jusqu'à sur les lieux de pose, sont à la charge de chaque lot concerné.

## **10. DÉGÂTS - CIRCULATION - PERCEMENTS**

Chaque entreprise devra prendre soin des travaux exécutés précédemment par les autres corps d'état et devra les protéger lors de l'exécution de ses propres ouvrages. Chaque entreprise sera responsable des dégâts occasionnés par elle aux travaux des autres corps d'état.

#### **Protection des ouvrages et réseaux existants :**

L'entrepreneur est tenu pour responsable de ses ouvrages et en doit la protection jusqu'à la réception. Il doit donc les protéger contre les risques de détérioration, de vol ou de détournement.

De plus, pendant l'exécution de ses travaux, il doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux ouvrages ou matériaux des autres entrepreneurs et aux réseaux en place.

L'entreprise devra prendre contact auprès des services concédés (EDF, GDF, PTT et services municipaux) afin de se procurer les plans de récolement des réseaux existants et de réaliser les sondages nécessaires à la vérification du positionnement des dits réseaux.

Si des détériorations sont constatées en cours de chantier, elles seront réparées aux frais de l'entreprise.

Ces réparations ou remises en état, quoique étant exécutées pendant le délai contractuel, n'entraîneront pas d'augmentation de ce délai.

La circulation sur les sols définitivement exécutés devra être réglementée, l'utilisation d'instruments métalliques contondants ou autres, sera prohibée sur ceux-ci ainsi que la circulation avec chaussures cloutées.

Les percements, saignées dans l'œuvre devront faire l'objet de l'agrément du Maître d'ouvrage, leur exécution devra être très soignée, les gravois devront être évacués dans la journée ayant suivi leur exécution. Ces travaux devront faire l'objet de soins particuliers de la part de chaque entreprise qui devra exécuter après toutes démolitions, les rebouchages et raccords avec soin.

## **11. NATURE ET QUALITÉ DES MATÉRIAUX**

### **11.1 MATÉRIAUX**

Tous les produits manufacturés devront correspondre aux prescriptions des normes françaises et européennes et devront être agréés par le C.S.T.B., et le Maître d'ouvrage.

Tous les matériaux et composition d'éléments constituant les ouvrages, seront de première qualité et en provenance des meilleures maisons de marque réputées.

Des échantillons seront disposés sur le chantier jusqu'à la réception des travaux exécutés par le corps d'état les utilisant.

Les matériaux seront toujours mis en œuvre suivant les règles de l'art, et l'entreprise s'engage à produire sur simple demande du concepteur, toutes justifications sur la qualité et la provenance des matériaux.

### **11.2 ÉCHANTILLONS**

Avant passation des différentes commandes, l'entrepreneur est tenu de présenter au Maître d'ouvrage les échantillons, prototypes, maquettes des différents matériaux ou matériels dont il prévoit la mise en œuvre.

Les échantillons ou maquettes seront de dimensions suffisantes pour permettre leur jugement. De plus, des prototypes grandeur nature pourront être demandés à certains lots pour permettre l'examen et la mise au point des éléments.

Les échantillons, maquettes, prototypes, font partie du forfait de l'entreprise, et seront conservés sur le chantier, après choix du Maître d'ouvrage, pour servir de référence.

En l'absence de ces présentations, le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'imposer les matériaux prévus dans les documents contractuels, et de demander un prototype avec ceux-ci.

### **11.3 AGREMENTS – ESSAIS - ANALYSES**

L'entrepreneur sera également tenu de produire, à toute demande du Maître d'ouvrage, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

À défaut de production de ces procès-verbaux, le Maître d'ouvrage pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

## **12. NETTOYAGE – ÉVACUATION – DECHETS DE CHANTIER**

Le chantier devra être tenu constamment en état de propreté.

L'Entreprise devra évacuer ses déchets au fur et à mesure, en déchetterie contrôlée sur un site autorisé. L'Entreprise devra, pour contrôle, fournir les justificatifs de mise en déchetterie contrôlée.

Exceptionnellement si certains déchets ne peuvent être évacués rapidement, l'entreprise devra, avant évacuation en déchetterie, les stocker dans une aire prédéfinie avec l'accord du Maître d'ouvrage et prendre les mesures nécessaires s'il existe un risque de pollution du fait de la nature des déchets (imperméabilisation de la zone de stockage, création de fossés de rétention autour de l'aire de stockage, nettoyage).

Chargement des bennes : les entreprises s'assureront qu'aucun élément du chargement ne peut tomber sur la voie publique et prévoiront, le cas échéant, un filet de contention.

Tout épandage aux abords du site est formellement prohibé.

### Gestion et tri des déchets

« Conformément à l'article L541-2 du Code de l'Environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux (loi du 15 juillet 1975), la gestion des déchets du BTP est de la responsabilité de ceux qui les produisent ou les détiennent. La loi du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et à la valorisation des matériaux oblige à valoriser les déchets au mieux des filières disponibles localement. Le recyclage de tous les déchets est donc obligatoire ».

## **13. NOTE COMMUNE A TOUS LES LOTS**

### **13.1 GENERALITE**

Toutes les mesures devront être prises par les entreprises pour assurer la sécurité du public (clôture de chantier, balisage, signalisation...).

L'entrepreneur a obligation de respecter les prescriptions légales de lutte contre le bruit et la pollution en ce qui concerne ses véhicules et engins de chantier, ainsi que l'outillage utilisé au titre du présent marché. En particulier, il prendra à ses frais et risques, toutes dispositions nécessaires pour ne pas créer (ou réduire dans toute la mesure du possible) de gênes aux usagers et voisins, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit des engins, les vibrations, les fumées et les poussières.

### **13.2 POUSSIÈRES**

L'entrepreneur devra, par des mesures appropriées (arrosage ...), limiter l'émission de poussières pouvant apporter une gêne aux riverains et à la faune.

### **13.3 PROTECTION INCENDIE**

Il est strictement interdit de faire du feu et de fumer sur le site, quel que soit le temps ou la saison.

### **13.4 SAUVETAGE DU PATRIMOINE**

Lorsque par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des vestiges pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire ou l'art sont mis à jour, les prescriptions prévues par la loi du 27.09.1941, portant réglementation des fouilles archéologiques, sont applicables et notamment celles du titre 3 de ladite loi.

Dès la découverte des objets en question, l'Entrepreneur doit en aviser le Maître d'ouvrage et attendre sa décision pour poursuivre lesdits travaux qui sont suspendus.

### **13.5 PROPRETE DES VOIES DE CIRCULATION**

Quelle que soit la nature des revêtements des voies empruntées par les véhicules de l'entrepreneur, il est exigé le maintien de celles-ci dans leur état de propreté initial.

Toute trace d'utilisations par des engins "terreux" est nettoyée au fur et à mesure, la propreté d'ensemble étant exigible par le Maître d'ouvrage sous 24 heures. A défaut ce dernier peut prendre toute disposition pour faire réaliser le nettoyage aux frais de l'entreprise sans autres formes d'avertissements.

### **13.6 REMISE EN ETAT DES LIEUX**

L'attention de l'entreprise est particulièrement attirée sur l'obligation de restituer la zone mise à sa disposition, en particulier le réseau routier, en parfait état.

Toute dégradation de surfaces de roulement entraîne obligatoirement sa réfection selon les prescriptions du gestionnaire de ces voies et à la charge exclusive de l'entreprise.

A charge de celle-ci d'établir, avant travaux, un constat d'état des lieux des voies qu'elle emprunte si elle le juge utile.

### **13.7 REUNION DE CHANTIER**

L'entreprise délègue aux réunions de chantier hebdomadaires, fixées par le Maître d'ouvrage, une personne responsable ayant qualité pour prendre des décisions.

### **13.8 DIRECTION DE CHANTIER**

L'entrepreneur est tenu de maintenir en permanence sur le chantier pendant l'exécution des travaux, une personne au courant des techniques de toute nature, employées pour l'exécution du présent marché et par ailleurs chargée de :

- Recevoir notification des ordres de services et les instructions écrites ou verbales du Maître d'ouvrage et en assurer l'exécution.
- Accepter les constats concernant les prestations exécutées.

### **13.9 PLANNING ET DELAIS**

Le planning prévisionnel (joint en annexe) précise l'enchaînement des tâches et le planning général de l'opération.

Outre le calendrier contractuel à fournir par l'entreprise, celle-ci établit, pour chacune des principales phases d'avancement des travaux, un planning prévisionnel particulier par tâche.

Ces documents sont à remettre au Maître d'ouvrage dans les meilleurs délais et au plus tard 15 jours après la notification du marché.

A défaut le Maître d'ouvrage établit lui-même un planning qui est applicable sans appel.

Lu et approuvé  
L'entrepreneur :